

<http://pierre-alainmillet.fr/budget-1112>



Conseil municipal du 5 février 2018

Un budget exemplaire au service de tous les Vénissians

- Interventions - Conseil Municipal -

Date de mise en ligne : mardi 6 février 2018

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

On ne peut évoquer le budget de la ville sans évoquer celui de la métropole et le cadre général du budget de la France qui conditionne de plus en plus nos décisions. Ceux qui nous diront qu'il ne faut parler que de Vénissieux dans ce conseil municipal, veulent simplement cacher la réalité de leurs choix politiques et de leurs soutiens aux politiques gouvernementales, de gauche et de droite comme on dit désormais. A ce jeu-là, monsieur Ben Khelifa est champion, lui qui veut nous faire croire que la suppression de la taxe d'habitation est en faveur des plus pauvres, alors qu'elle sera payée par un budget tout entier tourné vers les riches, avec notamment la suppression de l'impôt sur la fortune, et que la première recette de l'état qui permettra la compensation de la taxe d'habitation est la TVA, qui pèse plus sur les pauvres que sur les riches !

De fait, la seule chose qui a changé depuis 2017 pour le budget de la France, c'est la communication. Les orientations générales restent comme avec Sarkozy, comme avec Hollande, la "*maîtrise des dépenses publiques*", c'est à dire des dépenses utiles pour la vie des familles, les collectivités locales, pour les salariés et tout ce que font vivre les salaires, l'économie locale, le commerce, et par contre toujours plus de largesses pour les plus riches, les premiers de cordée nous dit le président, ceux qui sont supposés tirer l'économie et faire ruisseler les richesses sur les autres, ces autres qui ne sont rien toujours pour le président... même s'ils sont la majorité !

Ce grand écart entre le discours de la terrible dette qui menace nos enfants et qui oblige à tous les sacrifices, et l'appel vulgaire pour aider les plus riches est parfaitement illustré par les priorités budgétaires... Les deux budgets qui baissent le plus sont le logement et le travail, l'éducation nationale progresse certes mais au rythme de l'augmentation des élèves, alors que le nombre de postes d'enseignants est stable et que la France se traîne dans le classement des dépenses publiques pour l'enseignement, derrière même les USA. Par contre ce budget multiplie les facilités pour les entreprises et les grandes fortunes, avec 5 milliards de remboursement de la taxe de 3% sur les grandes entreprises, le cumul du CICE et de la baisse des cotisations sociales, la suppression de l'ISF, le prélèvement forfaitaire unique à 30 % sur les revenus de l'épargne, un must pour l'optimisation fiscale des hauts revenus....

Et nous savons tous pour quel résultat ! Quand le président reçoit 150 grands patrons de multinationales, il nous annonce triomphant 3 milliards d'investissements, sans dire que la plupart étaient déjà décidés, et personne ne lui fait remarquer que cela représente à peine plus de 1% de l'investissement total des entreprises en France, pourtant trop bas, et moins de 0,1% de la valeur boursière de ces multinationales, et que cela nous rembourse tout juste de la suppression de l'ISF !

Par contre il est prévu plus de 4 milliards d'économies sur la santé dont plus de 1 milliard aux hôpitaux publics...tout en augmentant le forfait hospitalier alors que le renoncement aux soins atteindrait 30% !Merci pour les personnels des EPAHD que nous proposerons de soutenir par ailleurs dans un voeu.

J'entends déjà certains nous dire "*oui, mais il y a la reprise*" ! Permettez-moi de citer l'ancien ministre du budget Michel Sapin qui s'en amusait dans les médias... La croissance a effectivement été de 0,6% au dernier trimestre après 0,5% au troisième, ce serait l'effet Macron nous dit-on, mais la croissance était aussi de 0,6% au deuxième trimestre après 0,5% au premier ! Autrement dit, l'effet Macron est égal à l'effet Hollande... Ça promet !

Oui, dans cette modernité en marche, la seule chose qui compte, c'est le plan de com, et tout le monde y contribue, des médias globalement toujours aussi serviles, mais aussi un système politique bousculé par la recombinaison de

2017 et qui à droite et à gauche comme on dit, tente de sauver ses places... A la métropole de Lyon, c'est une députée en marche qui continue à parler au nom des élus socialistes, le contraire de Vénissieux en quelque sorte, comprenez qui pourra, et c'est un vice-président centriste qui présente un budget laudateur du budget national. Il prétend que les 13 milliards d'économies demandées aux collectivités d'ici 2020 ne sont rien, et que la métropole va sans difficultés tenir la contrainte des 1,2% d'augmentation de ses dépenses de fonctionnement. Le maire de Villeurbanne faisait justement remarquer qu'elle ne l'a jamais fait dans le passé, l'augmentation des dépenses de fonctionnement au compte administratif du mandat 2008-2014 de la communauté urbaine étant de 3% par an, nettement plus que la ville de Vénissieux. Je m'étonne d'ailleurs que Mr Iacovella ne l'ait pas noté et ne voit pas que la ville maîtrise ses dépenses, avec même depuis deux ans, des dépenses de fonctionnement au compte administratif qui au total sont en légère baisse. Et chacun peut constater à quel point Mr Girard est dans le discours politicien sans lien avec la réalité quand il dénonce notre budget qui serait dépensier alors que ce sont les dépenses de fonctionnement des villes de droite qui augmentent, elles, comme à Caluire ou à Pierre-Bénite !

Le Vice-président Brum de la métropole veut même nous faire croire qu'à travers sa contribution à la péréquation nationale, la métropole financerait la solidarité avec les villes ! C'est bien sûr une plaisanterie politique, car s'il est vrai que notre DSU augmente, elle ne compense pas la baisse de la DGF, et au total, la vérité est que l'état se désengage, y compris d'une commune en politique de la ville !

Et c'est une plaisanterie douteuse car il passe sous silence le fait budgétaire principal qui résulte du passage à la taxe professionnelle unique en 2002... l'augmentation de 20 MEuros de la fiscalité des entreprises qui ne profite qu'à la seule métropole, bien au-delà de sa contribution à la péréquation, et assure les 2/3 de la croissance de ses dépenses de fonctionnement. Pendant ce temps, la dotation de solidarité communautaire, reste d'un montant dérisoire, figé lui aussi et reposant sur des méthodes de calculs illisibles et bien peu solidaires.

Dans ce contexte, notre ville poursuit une politique budgétaire sérieuse, rigoureuse même comme le montre l'étude des comptes administratifs successifs, plus rigoureuse d'ailleurs que la métropole et la moyenne des communes. Nous votons un budget dans la continuité avec les décisions prises en 2015 et qui se résume à quelques idées simples : maintien des missions de service public, et tant pis pour les critiques des licenciés de fonctionnaires sur la part de la masse salariale [1], maîtrise des dépenses de fonctionnement pour garantir l'autonomie de la ville, réalisation de notre plan de mandat en investissement en contrôlant un endettement par habitant bas...

Permettez-moi de conclure en vous faisant rire... Tout cela devrait conduire le gouvernement dans le futur contrat avec la ville à nous accorder un bonus de DGF ! Bien sûr, nous ne sommes pas naïfs, et nous savons bien que si la forme change, le fonds politique de la réduction des dépenses publiques est inchangé, et que le gouvernement utilisera les contrats budgétaires avec les grandes collectivités dont notre commune, non pas pour nous aider, mais pour nous contraindre encore plus.

Cela dit, comme le dit la chanson, tout ça n'empêche pas Nicolas, qu'il la commune n'est pas morte !

[1] j'attends de savoir combien et comment Mr BenKhelifa veut en virer, dans le cadre du plan du gouvernement Macron de restructuration de la fonction publique, je suppose...